

## **Séance publique du jeudi 17 décembre 2015**

**Convoqué le jeudi 10 décembre 2015, le Conseil Municipal de la Ville de Montpellier s'est réuni en mairie, Salle du Conseil Municipal, le jeudi 17 décembre 2015 à 15H00, sous la présidence de Monsieur le Maire, Philippe Saurel**

### **Présents :**

Fabien ABERT, Lorraine ACQUIER, Luc ALBERNHE, Rémi ASSIE, Sophia AYACHE, Guy BARRAL, Valérie BARTHAS-ORSAL, Maud BODKIN, Françoise BONNET, Sabria BOUALLAGA, Djamel BOUMAAZ, Anne BRISSAUD, Nancy CANAUD, Gérard CASTRE, Mylène CHARDES, Robert COTTE, Christophe COUR, Jean-Luc COUSQUER, Titina DASYLVA, Michaël DELAFOSSE, Véronique DEMON, Cédric de SAINT-JOUAN, Jean-Marc DI RUGGIERO, Jacques DOMERGUE, Michèle DRAY-FITOUSSI, Christian DUMONT, Abdi EL KANDOUSSI, Vincent HALUSKA, Clare HART, France JAMET, Stéphanie JANNIN, Sonia KERANGUEVEN, Anne Louise KNAPNOUGEL, Pascal KRZYZANSKI, Gérard LANNELONGUE, Max LEVITA, Chantal LEVY-RAMEAU, Nicole LIZA, Henri MAILLET, Jérémie MALEK, Chantal MARION, Isabelle MARSALA, Hervé MARTIN, Dominique MARTIN-PRIVAT, Patricia MIRALLES, Jean-Pierre MOURE, Véronique PEREZ, Khanthaly PHOUTTHASANG, Patrick RIVAS, Brigitte ROUSSEL-GALIANA, Marie-Hélène SANTARELLI, Philippe SAUREL, Sauveur TORTORICI, Bernard TRAVIER, Henri de VERBIZIER, Patrick VIGNAL, Annie YAGUE, Rabii YOUSSEF.

### **Absents ayant voté par procuration en application de l'article L 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales :**

Perla DANAN, Julie FRÊCHE, Alex LARUE, Audrey LLEDO, Mustapha MAJDOUL, Caroline NAVARRE, Samira SALOMON.

### **Absents :**

## **Garanties d'Emprunts : Opération Petit Bard SERM/ Caisse des Dépôts et Consignations Réaménagement de prêts**

Monsieur le Maire, Philippe SAUREL, rapporte :

Dans le cadre de l'opération de renouvellement urbain du Petit Bard confiée par la Ville de Montpellier à la Société d'Equipement de la Région Montpelliéraine (SERM), la SERM a bénéficié de deux prêts de Renouvellement Urbain Copropriétés Dégradées de la part de la Caisse des Dépôts et Consignations :

- 5 M€ mobilisés en août 2013 pour une durée de 11 trimestres ;
- 5 M€ mobilisés en avril 2014 pour une durée de 2 ans.

L'échéance de ces prêts était liée à la date de fin de la concession connue à la date de contractualisation soit mai 2016.

Pour permettre la finalisation du programme, la concession a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2018, par avenant n° 7 signé le 16 décembre 2014.

Le phasage de l'opération a été revu en conséquence et une demande de réaménagement de prêt a été faite auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations.

En date du 2 novembre 2015, la Caisse des Dépôts et Consignations a transmis son offre de réaménagement qui porte sur le périmètre des deux prêts et pour un total de 5 618 321,24 € décomposé comme suit :

- Capital restant dû : 5 618 321,24 €
- Stock d'intérêts (intérêts compensateurs ou différés) : 0,00 €.

Sur les deux prêts, un allongement de deux ans est consenti.

Le réaménagement de la dette pour le financement de l'opération Petit Bard répond aux conditions suivantes :

- Prêt 1255925 : allongement de 2 ans avec échéances annuelles

Capital Restant Dû : 3 095 408,19 €

Durée : 3 ans

Taux d'intérêt : livret A + 0.60%

Profil d'amortissement : Amortissement prioritaire (échéance déduite)  
Révisabilité : Simple Révisabilité  
Périodicité : Annuelle  
Date de prochaine échéance : 01/06/2016  
Conditions de remboursement anticipé : indemnités actuarielles  
Garantie de la Ville de Montpellier : 100 %  
Commission : 928,62 €

- Prêt 5037742 : allongement de 2 ans avec amortissement in fine

Capital Restant Dû : 2 522 913,05 €

Durée : 3 ans

Taux d'intérêt : livret A + 0.60%

Profil d'amortissement : Amortissement prioritaire (échéance déduite)

Révisabilité : Simple Révisabilité

Périodicité : Annuelle

Date de prochaine échéance : 01/04/2016

Différé d'amortissement : 2 ans

Conditions de remboursement anticipé : indemnités forfaitaire également à 6 mois d'intérêts

Garantie de la Ville de Montpellier : 100%

Commission : 756,87 €

- Paiement des intérêts courus non échus d'un montant de 30 309,34 € à verser au moment de la mise en place du réaménagement

Le garant réitère sa garantie pour le remboursement de chaque Ligne du Prêt Réaménagée, initialement contractée par l'Emprunteur auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations, selon les conditions définies ci-dessus et référencée(s) à l'Annexe « Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées ».

La garantie est accordée pour chaque Ligne du Prêt Réaménagée, à hauteur de la quotité indiquée à l'Annexe précitée, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues, (en principal, majoré des intérêts, intérêts compensateurs ou différés, y compris toutes commissions, pénalités ou indemnités pouvant être dues notamment en cas de remboursement anticipé) ou les intérêts moratoires qu'il aurait encourus au titre du (des) prêt(s) réaménagé(s).

Les nouvelles caractéristiques financières de la (des) Ligne(x) du Prêt Réaménagée(s) sont indiquées, pour chacune d'entre elles, à l'Annexe « Caractéristiques Financières des Lignes du Prêt Réaménagées » qui fait partie intégrante de la présente délibération.

Concernant la (les) Ligne(s) du Prêt Réaménagée(s) à taux révisables indexée(s) sur le taux du Livret A, le taux du Livret A effectivement appliqué à ladite (auxdites) Ligne(s) du Prêt Réaménagé(s) sera celui en vigueur à la date du réaménagement.

Les caractéristiques financières modifiées s'appliquent à chaque ligne du Prêt Réaménagé référencée à l'Annexe à compter de la date d'effet de l'avenant constatant le réaménagement, et ce jusqu'au complet remboursement des sommes dues.

A titre indicatif, le taux du Livret A au 30/10/2015 est de 0,75%.

La garantie de la collectivité est accordée jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues par l'Emprunteur, dont il ne se serait pas acquitté à la date d'exigibilité.

Sur notification de l'impayé par lettre simple de la Caisse des Dépôts et Consignations, le Garant s'engage à se substituer à l'Emprunteur pour son paiement, en renonçant au bénéfice de discussion et sans jamais opposer de défaut de ressources nécessaires à ce règlement.

Le Conseil Municipal s'engage jusqu'au complet remboursement des sommes contractuellement dues à libérer, en cas de besoin, des ressources suffisantes pour en couvrir les charges.

**En conséquence, il est proposé au Conseil Municipal :**

- D'accorder la garantie de la Ville à hauteur de 100 % des emprunts réaménagés que la Société d'Equipement de la région Montpelliéraine (SERM) a contracté auprès de la Caisse des Dépôts et Consignations de 5 618 321,24 € de garantie, aux conditions précisées ci-dessus ;
- D'autoriser Monsieur le Maire ou à défaut l'Adjoint Délégué à signer tout document relatif à cette affaire.

**Le Conseil adopte.**

**Pour extrait conforme, Monsieur le Maire,**



**Philippe SAUREL**

**Publiée le : 18/12/2015**